

INSTRUCTION N° 81-31 - AM - R3 - R4
du 4 mars 1981

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

MODALITÉS D'ENCAISSEMENT
DES CHÈQUES TIRÉS SUR UNE BANQUE ÉTRANGÈRE

ANALYSE

*Modalités de présentation des chèques et d'imputation des frais d'encaissement
en ce qui concerne les comptables non centralisateurs du Trésor et les receveurs des Impôts et des Douanes*

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° R 43 du 1^{er} février 1960.
Instructions n°s R 41 et R 42 du 1^{er} mars 1960.
Instruction n° R 3 du 31 décembre 1976.
Instruction n° 80-77-AM du 14 avril 1980.

L'instruction n° 80-77-AM du 14 avril 1980 a fixé l'imputation budgétaire des frais d'encaissement des chèques, tirés sur une banque étrangère, remis en règlement de droits au comptant ou de droits constatés de l'État, des collectivités locales et des établissements publics locaux.

La mise en œuvre de cette disposition a révélé l'existence de pratiques différentes d'encaissement des effets en cause par les comptables non centralisateurs du Trésor et les comptables des administrations financières.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
19

ACT	RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	RF	P	TOM
CSOM	PGA	TA	SR	ACSR	IP	SIA	DP	DSF	DD	

En conséquence, il est apparu nécessaire de rappeler dans la présente instruction les règles générales d'encaissement des chèques de l'espèce par les comptables susvisés et de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des frais correspondants.

*
**

I. RÉCEPTION ET PRÉSENTATION DES CHÈQUES A L'ENCAISSEMENT

En application de la convention conclue avec la Banque de France, notifiée par l'instruction n° 78-105-PR du 21 juillet 1978, les chèques tirés sur les banques étrangères ne bénéficient pas du « crédit immédiat » mais sont acceptés à l'encaissement par la banque.

En conséquence, aucune écriture n'est constatée en comptabilité lors de leur remise à l'encaissement.

Compte tenu des délais d'encaissement relativement longs des chèques concernés, il importe de noter avec précision la date de réception de ces effets. Celle-ci devra, en effet, être prise en considération lors de la liquidation éventuelle des majorations, frais ou pénalités qui pourraient être encourus par le redevable.

La présentation des chèques intervient dans les conditions habituelles, à savoir :

- par l'intermédiaire de la trésorerie générale (1) lorsque les comptables non centralisateurs du Trésor, les receveurs des Impôts et des Douanes ne sont pas en relation avec la Banque de France;
- par remise directe à la Banque de France lorsque les comptables susvisés sont habilités à effectuer des opérations sur le compte courant du Trésor à la Banque de France en qualité de comptables « responsables » ou « mandataires ». Il est précisé que cette dernière disposition s'applique même si les autres chèques, remis en paiement de droits mais qui bénéficient du « crédit immédiat », sont présentés par l'intermédiaire de la trésorerie générale en vue de leur postmarquage.

Particularité concernant la présentation des chèques par l'intermédiaire de la trésorerie générale (1)

Afin de permettre à la trésorerie générale d'imputer directement en dépense au budget général le montant des frais afférents à l'encaissement des chèques remis en paiement de droits revenant à l'État, les bordereaux d'envoi des chèques à la trésorerie générale devront distinguer les chèques de l'espèce.

A cet effet, les chèques seront enregistrés en deux lots sous les libellés suivants : « Encaissements pour le compte de l'État » et « Autres encaissements »; le cas échéant, il pourra être établi un bordereau pour chacun des deux lots en cause.

Par mesure de simplification, les chèques se rapportant à des produits faisant l'objet d'une répartition entre divers bénéficiaires : budget de l'État, collectivités locales, organismes divers, seront inscrits sous le libellé « Encaissements pour le compte de l'État ». La totalité des frais sera dans ce cas supportée par le budget général.

II. RÉCEPTION DES ENCAISSEMENTS EFFECTUÉS PAR LA BANQUE DE FRANCE

Après encaissement des effets, la Banque de France crédite le compte courant du Trésor du montant de l'encaissement opéré, déduction faite des frais, et notifie l'opération au comptable qui a effectué la remise en indiquant le décompte des frais au moyen d'un avis modèle 1448 (cf. instruction précitée du 21 juillet 1978, § 235).

A la réception de cette notification, les écritures suivantes sont constatées :

1. Chèques présentés par l'intermédiaire de la trésorerie générale (2)

a. TRÉSORERIE GÉNÉRALE (2).

** Recouvrements pour lesquels les frais sont supportés par le budget de l'État :*

- débit au compte 560-0 « Compte courant du Trésor à la Banque de France » pour le montant de l'encaissement, déduction faite des frais;
- débit au compte 900-00 « Dépenses payables sans ordonnancement. Dépenses ordinaires des services civils » (chap. 12.04, art. 30, § 80) pour le montant des frais d'encaissement des chèques afférents aux produits de l'État;

(1) Ou de la recette des Finances pour les comptables du Trésor.

(2) Ou recette des Finances.

— crédit à l'un des comptes :

- 390-31 « Compte courant entre comptables centralisateurs et non centralisateurs. Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs »,
- 390-5 « Compte courant entre le trésorier-payeur général et les receveurs des administrations financières », sous-comptes 390-52 ou 390-53 pour le montant de l'encaissement, c'est-à-dire pour le montant du chèque si celui-ci était libellé en francs, ou pour le montant de sa contre-valeur en francs si, exceptionnellement, le chèque était libellé en devises.

** Recouvrements pour lesquels les frais sont supportés par un autre budget :*

- débit au compte 560-0;
- crédit au compte 390-31 ou 390-5 pour le montant net de l'encaissement transféré au comptable concerné.

b. COMPTABLE DESTINATAIRE DU RÈGLEMENT.

A la réception de l'avis de règlement, le comptable constate, selon le cas, l'une des écritures suivantes :

- débit aux comptes 390-31, 390-52 ou 390-53;
- crédit au compte de recette intéressé.

Si le chèque est libellé en devises, le compte du redevable peut faire apparaître soit un excédent de versement, soit un reste à recouvrer correspondant à la différence de change. Il convient alors de procéder à l'apurement de cette différence selon les dispositions générales applicables au recouvrement des créances et au règlement des reliquats de faible montant.

Lorsque l'encaissement bénéficie au budget d'une commune ou d'un établissement public ou d'organismes divers, le comptable décrit les frais d'encaissement dans la comptabilité de l'organisme en cause, conformément aux dispositions de l'instruction n° 80-77-AM précitée.

2. Chèques présentés directement à la Banque de France.

Les comptables mandataires ou responsables reçoivent directement de la Banque de France la notification de l'encaissement effectué, déduction faite des frais. S'agissant des recouvrements pour lesquels les frais sont supportés par le budget de l'État, ils passent les écritures suivantes :

- débit au compte 560-0 pour le montant de l'encaissement, déduction faite des frais;
- débit au compte de dépense intéressé :
 - 390-30, rubrique 390-303 « Dépenses diverses »,
 - 597 « Imputation provisoire de dépenses chez les comptables des administrations financières » (rubrique 900-00, chap. 12.04, art. 30, § 80) pour le montant des frais;
- crédit au compte de recette intéressé.

La dépense, versée au comptable centralisateur dans les conditions habituelles, est justifiée par l'avis, modèle 1448, remis par la Banque de France à l'appui de l'opération.

Bien entendu, les différences de change qui apparaissent dans le cas exceptionnel où le chèque est libellé en devises, sont régularisées dans les conditions indiquées ci-dessus au paragraphe *b*.

S'agissant des frais supportés par un autre budget, il convient de se reporter aux dispositions de l'instruction susvisée, n° 80-77-AM du 14 avril 1980.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :

Le sous-directeur,
Guy SALLERIN.